

L'économie du mobile en Afrique 2026



GSMA

La GSMA est une organisation mondiale unifiant l'écosystème du mobile pour découvrir, développer et proposer des innovations fondamentales pour des environnements commerciaux positifs et un changement sociétal. Notre vision consiste à libérer le plein potentiel de la connectivité afin que les personnes, l'industrie et la société prospèrent. Représentant les opérateurs de téléphonie mobile et les organisations de l'écosystème du mobile et des industries adjacentes, la GSMA offre à ses membres trois grands piliers : Connectivité pour le bien, Services et solutions pour l'industrie et Sensibilisation. Cette activité consiste notamment à faire progresser les politiques publiques, à relever les grands défis sociétaux d'aujourd'hui, à étayer la technologie et l'interopérabilité qui font fonctionner la technologie mobile, et à fournir la plus grande plateforme au monde pour réunir l'écosystème du mobile lors des séries d'événements MWC et M360.

Nous vous invitons à en savoir plus sur [gsma.com](https://www.gsma.com)

GSMA Intelligence

GSMA Intelligence est la référence mondiale en matière de données, d'analyses et de prévisions sur les opérateurs mobiles, ainsi qu'une source reconnue de rapports et d'études de référence sur l'industrie des télécommunications. Sa base de données couvre l'ensemble des groupes d'opérateurs, réseaux et MVNO dans tous les pays du monde, de l'Afghanistan au Zimbabwe. Elle constitue l'une des sources les plus complètes et les plus fiables du secteur, avec des dizaines de millions de points de données mis à jour quotidiennement.

Les données et analyses de GSMA Intelligence sont largement utilisées par les opérateurs, fabricants, régulateurs, institutions financières et autres acteurs de l'écosystème afin d'éclairer les décisions stratégiques et les investissements de long terme. Elles font également office de référence pour l'industrie, et sont régulièrement citées par les médias et les acteurs du secteur.

L'équipe d'analystes et d'experts de GSMA Intelligence publie par ailleurs des études et rapports réguliers sur un large éventail de sujets liés aux télécommunications mobiles.

www.gsmaintelligence.com

info@gsmaintelligence.com

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Résumé | 2 |
| 1. Le poids économique du mobile en Afrique | 6 |
| 1.1 Perspectives macroéconomiques | 7 |
| 1.2 Retombées économiques | 9 |
| 2. Les tendances qui façonnent le secteur | 13 |
| 2.1 IA : de la stratégie au déploiement | 14 |
| 2.2 Les API réseau ouvrent la voie à un nouveau modèle économique pour les opérateurs | 16 |
| 2.3 Les opérateurs deviennent des partenaires numériques « full-stack » | 18 |
| 3. L'impact du mobile en Afrique | 20 |
| 3.1 Réduire la fracture numérique en connectant ceux qui ne le sont pas encore | 21 |
| 3.2 Assurer une connectivité durable dans le cadre de la transition énergétique | 23 |
| 4. Les politiques publiques au service de la croissance | 24 |
| 4.1 La réforme fiscale pour favoriser l'accessibilité financière et l'adoption | 25 |
| 4.2 Un cadre durable pour encourager l'investissement dans les infrastructures | 28 |
| 4.3 La politique du spectre pour stimuler le développement du numérique | 31 |

Résumé



Connectivité, impact et moteurs de croissance

Le secteur du mobile africain connaît actuellement une transformation profonde de ses modèles d'exploitation et de ses leviers de création de valeur. Les opérateurs du continent dépassent désormais leur rôle traditionnel de fournisseurs de connectivité pour se positionner comme de véritables partenaires de la transformation numérique des entreprises et des administrations. Ils intègrent l'intelligence artificielle (IA) dans la gestion des réseaux et des interactions clients, tout en ouvrant leurs infrastructures aux développeurs via des API standardisées. Marquant le passage d'une logique axée sur le déploiement des réseaux à une logique de valorisation de leurs capacités, cette évolution redéfinit les équilibres économiques du secteur et renforce la contribution de l'industrie mobile au développement de l'économie numérique africaine.

Cette dynamique se reflète déjà dans les chiffres. En 2025, les technologies et services mobiles ont généré 240 milliards de dollars de valeur ajoutée en Afrique, soit 7,8 % du PIB régional. Le secteur a soutenu près de 13 millions d'emplois et contribué pour près de 45 milliards de dollars aux recettes publiques. À l'horizon 2030, cette contribution devrait atteindre 290 milliards de dollars, portée par l'extension continue des réseaux 4G et 5G, l'accélération de la transformation numérique des entreprises et l'adoption croissante des technologies digitales dans l'ensemble des secteurs économiques.

Cette trajectoire de croissance s'inscrit toutefois dans un environnement marqué par des défis structurels importants. Le déficit d'utilisation (écart entre la couverture réseau et l'adoption effective de l'Internet mobile) demeure un enjeu primordial : 63 % de la population couverte par le haut débit mobile n'utilisent toujours pas l'Internet mobile. Pour réduire ce fossé, il est nécessaire d'agir sur l'accessibilité financière des appareils, le développement des compétences numériques et les barrières sociales à l'adoption, des obstacles que les investissements en infrastructures ne peuvent éliminer à eux seuls. Dans le même temps, les opérateurs sont confrontés à la nécessité d'assurer un approvisionnement énergétique durable de leurs réseaux, en réduisant leur dépendance au diesel pour respecter leurs engagements en matière de carbone, tout en gérant les besoins en énergie liés à l'augmentation du trafic de données.

290 Md\$

La contribution économique du mobile dans la région devrait passer de 240 milliards de dollars en 2025 à 290 milliards de dollars d'ici 2030

13 M

En 2025, les technologies et services mobiles ont représenté 7,8 % du PIB de la région et soutenu près de 13 millions d'emplois

45 Md\$

Les technologies et services mobiles ont contribué pour près de 45 milliards de dollars aux recettes publiques du continent en 2025

Les grandes tendances du secteur

AI

Les opérateurs co-développent des modèles d'IA adaptés aux réalités africaines

Au-delà de la simple adoption de l'IA, les opérateurs africains participent désormais activement à la conception des systèmes qu'ils déploient, en mobilisant leurs données, leurs capacités de calcul et les cadres politiques pour codévelopper des modèles de langage propres à l'Afrique. Cette évolution est cruciale pour le développement de l'IA en Afrique, compte tenu de la diversité linguistique du continent, qui compte plus de 2 000 langues pour la plupart absentes des systèmes mondiaux d'IA.

API réseau

Les capacités réseau deviennent de nouveaux leviers de monétisation grâce aux API standardisées

Les API commerciales Open Gateway de la GSMA gagnent progressivement du terrain. Des cas d'usage tels que la détection du SIM Swap et la vérification des numéros contribuent déjà à réduire la fraude dans les services de mobile money pour les banques et les fintechs. Avec 11 % des engagements mondiaux des opérateurs dans ce cadre, l'Afrique dispose d'un potentiel de croissance encore largement sous-exploité.

Transition vers le partenariat technologique

Les opérateurs évoluent au-delà de la simple connectivité pour devenir des partenaires de l'infrastructure numérique

Les plateformes destinées aux développeurs, les offres d'IA souveraine et les partenariats avec les entreprises technologiques figurent désormais parmi les principales évolutions opérationnelles du secteur. Ces initiatives illustrent la transformation des opérateurs, qui élargissent leur rôle au-delà de la connectivité pour devenir des partenaires de la transformation numérique. Selon une enquête de la GSMA, 79 % des opérateurs africains estiment que cette évolution représente leur principale priorité stratégique.



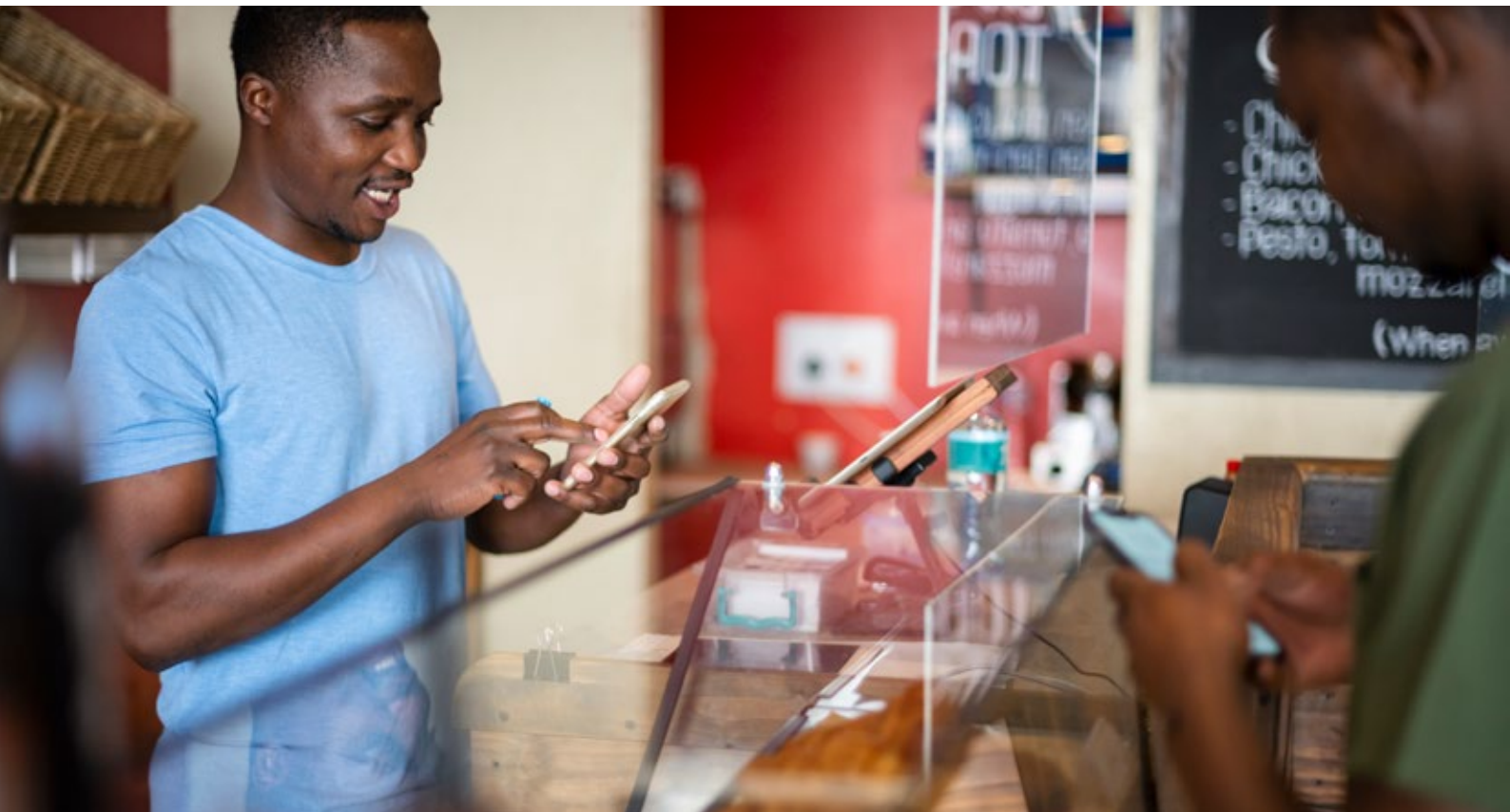
Les politiques publiques au service de la croissance

La contribution du secteur de la téléphonie mobile à l'économie africaine, estimée à 240 milliards de dollars en 2025 et attendue à 290 milliards d'ici 2030, dépendra autant des choix politiques que des avancées technologiques. Deux leviers seront déterminants : une réforme fiscale favorisant un accès plus abordable au numérique et un environnement d'investissement capable d'attirer les capitaux nécessaires au développement du secteur.

En 2025, le secteur de la téléphonie mobile a généré 45 milliards de dollars de recettes fiscales en Afrique, dont 20 milliards issus des taxes sur les appareils. Dans les pays ayant allégé cette fiscalité, l'adoption des services mobiles a progressé rapidement et de manière tangible, montrant que la réforme fiscale constitue l'un des moyens les plus efficaces pour accélérer l'inclusion numérique. En parallèle, des initiatives portées par le secteur soutiennent l'action des pouvoirs publics, en visant notamment un prix de vente des téléphones inférieur à 100 dollars. La suppression des droits d'importation et de la TVA sur ce segment pourrait permettre à des dizaines de millions de personnes d'accéder à l'Internet mobile.

Les opérateurs africains devraient investir 76 milliards de dollars dans les infrastructures réseau entre 2025 et 2030. La capacité de ces investissements à améliorer effectivement la couverture, la qualité et la capacité des réseaux dépendra, toutefois, du cadre réglementaire et des coûts associés au déploiement. Les pays qui ont réduit les coûts liés aux droits de passage, facilité le partage des infrastructures et renforcé la stabilité réglementaire enregistrent des investissements plus rapides et plus importants. Le partage d'infrastructures apparaît notamment comme une solution de long terme pour étendre la couverture dans les zones où il ne serait pas rentable pour les opérateurs d'investir de manière autonome.

Les opérateurs africains devraient investir 76 milliards de dollars dans les infrastructures réseau entre 2025 et 2030



L'économie du mobile en Afrique



Connectivité Internet mobile en Afrique

2024

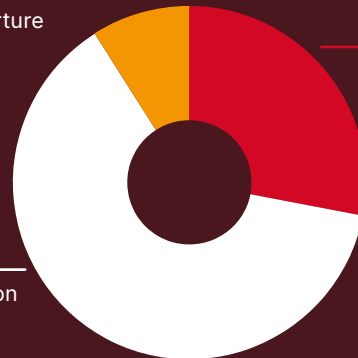
Le déficit d'utilisation est devenu le principal défi de l'Afrique en matière de connectivité. Sachant que 63 % de la population couverte par le haut débit mobile zone n'utilisent pas encore l'Internet mobile (alors que 9 % seulement de la population du continent demeurent privés de couverture), l'enjeu majeur ne consiste plus autant à étendre les réseaux qu'à encourager l'adoption de l'Internet mobile.

Déficit de couverture

9 %

Déficit d'utilisation

63 %



Population connectée

28 %



Part de la 5G dans la connectivité mobile

(en pourcentage du nombre total de connexions, 2030)

2030

21 %

Nombre de connexions 5G

5,5 Md

652 M

348 M

405 M

383 M

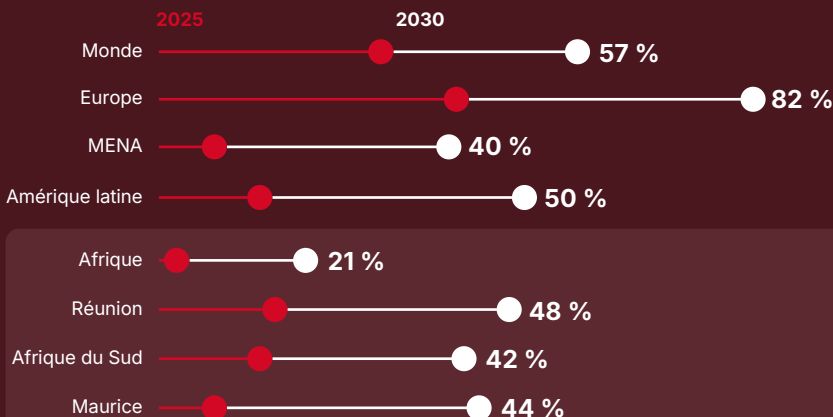
0,6 M

65 M

1 M

La pénétration de la 5G devrait atteindre 21 % d'ici 2030, portée par l'accélération des déploiements dans les principaux marchés du continent, ainsi que par l'expansion de la 4G, qui reste l'épine dorsale de l'Internet mobile en Afrique.

Figure de proue de la croissance de la 5G en Afrique, l'île Maurice devrait afficher une augmentation de 35 points de pourcentage de la part de la 5G entre 2026 et 2030.



Chiffre d'affaires et investissements des opérateurs

Chiffre d'affaires total

2025

60,5 Md\$

2030

90,3 Md\$

Dépenses d'investissement pour la période 2025-2030

76,2 Md\$



Adoption des API Open Gateway par les opérateurs

2025

70 opérateurs en Afrique

Représentant près de

11 %

de part de marché de la téléphonie mobile dans le monde (en nombre de connexions)

01

Le poids économique du mobile en Afrique



1.1

Perspectives macroéconomiques

La croissance économique de l'Afrique devrait atteindre 4,2 % en 2025, un rythme supérieur à la moyenne mondiale estimée à 3,1 %. Cette progression confirme le renforcement de la reprise économique du continent. Après une croissance solide de 4,4 % en 2022, l'activité avait ralenti en 2023 et 2024 en raison des tensions économiques mondiales, avec des taux de croissance de 3,3 % puis 3,2 %. Les perspectives pour 2025 sont toutefois plus favorables, portées par l'amélioration des conditions économiques au niveau intérieur et le raffermissement de la demande extérieure.

La croissance récente repose principalement sur la consommation des ménages et une reprise progressive de l'investissement, soutenues par la poursuite de l'urbanisation et le recul de l'inflation dans plusieurs économies. L'activité économique continue également de bénéficier de la dynamique démographique du continent et de l'expansion constante du secteur des services.

Les contraintes structurelles restent néanmoins importantes. La marge de manœuvre budgétaire limitée, le niveau élevé d'endettement de certains pays et l'exposition aux chocs externes, notamment la volatilité des prix des matières premières et le durcissement des conditions financières mondiales, pèsent toujours sur les perspectives de croissance. En outre, les lacunes en matière d'infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des transports, freinent la productivité et ralentissent la transformation économique du continent. Pour relever ces défis, il sera nécessaire non seulement d'accroître les investissements, mais aussi de mettre en place des cadres politiques plus solides pour améliorer la sélection des projets, renforcer l'efficacité des investissements publics et mobiliser plus largement les capitaux privés.

Les défis liés à l'énergie restent également un enjeu majeur. Dans de nombreux pays d'Afrique, les

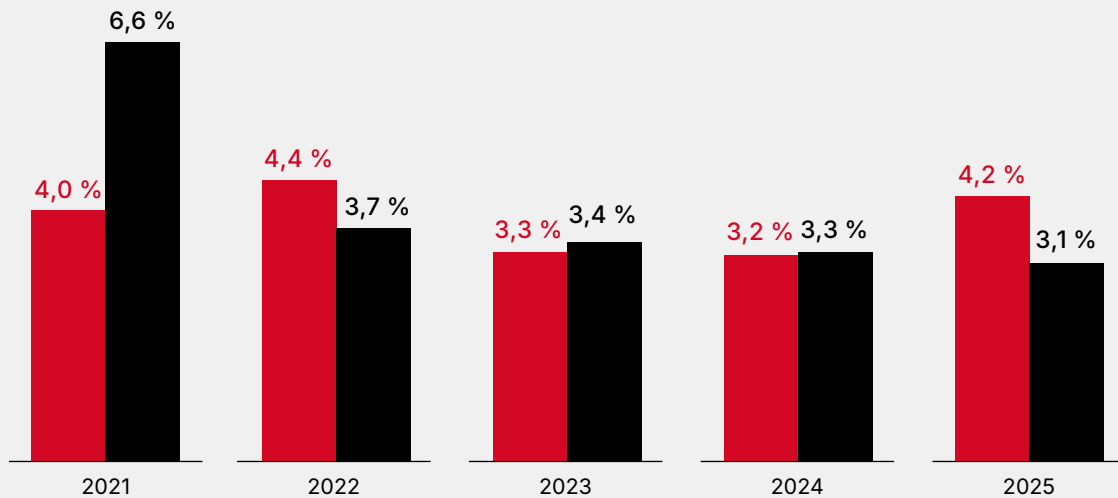
opérateurs continuent de dépendre de systèmes de secours alimentés au diesel pour garantir la fiabilité des réseaux lorsque l'approvisionnement électrique est instable. La volatilité des prix du carburant, la hausse des coûts de transport et les perturbations des marchés mondiaux de l'énergie ont donc un impact direct sur les coûts d'exploitation et la qualité du service, en particulier dans les zones rurales et mal desservies, où les problèmes d'accès à l'électricité sont plus prononcés. Dans le même temps, les perturbations des flux d'approvisionnement et la hausse des coûts logistiques compliquent le soutien des fournisseurs, les projets d'infrastructures transfrontaliers et les opérations de maintenance, ce qui ralentit le déploiement des réseaux et rend la coopération régionale plus difficile. Dans ce contexte, renforcer la sécurité énergétique et la résilience des chaînes d'approvisionnement devient essentiel pour maintenir la qualité des réseaux, soutenir l'investissement dans le numérique et accélérer la transformation digitale du continent.

L'Afrique dispose d'un potentiel important d'accélération de sa croissance dans le cadre de la digitalisation et de la transformation structurelle de son économie. Le développement des infrastructures numériques, l'amélioration de la connectivité et la promotion de l'innovation peuvent favoriser les gains de productivité, l'inclusion financière et l'émergence de nouveaux modèles économiques dans de nombreux secteurs d'activité. Pour tirer pleinement parti de ces opportunités, il sera nécessaire de maintenir les investissements, d'améliorer les cadres réglementaires et de poursuivre les efforts visant à renforcer la stabilité macroéconomique. L'articulation cohérente des mesures de court terme avec les stratégies de développement de long terme sera déterminante pour favoriser une croissance plus résiliente, inclusive et durable à l'échelle de la région.

Figure 1

Croissance du PIB réel de l'Afrique par rapport au PIB mondial

Afrique ■
Monde ■



Source : GSMA Intelligence, sur la base des données du WEO-FMI d'octobre 2025

L'investissement technologique en tant que moteur de croissance

Les investissements technologiques sont devenus indispensables pour soutenir une croissance économique durable. La numérisation transforme profondément la façon dont les économies créent, échangent et captent de la valeur.

En Afrique, les investissements dans les infrastructures numériques et la connectivité continuent de progresser, traduisant la volonté de réduire les déficits de connectivité et de renforcer l'inclusion numérique. À titre d'exemple, Google a annoncé un investissement d'un milliard de dollars pour accompagner la transformation numérique du continent, notamment à travers des infrastructures comme les câbles sous-marins et des projets destinés à améliorer l'accès à Internet et à soutenir les services numériques¹. En parallèle, des projets d'envergure comme le câble

sous-marin 2Africa augmentent considérablement la capacité de bande passante internationale et renforcent la connectivité à travers le continent, ce qui favorise le développement des services numériques et l'augmentation des échanges de données².

Dans l'ensemble, malgré des besoins encore importants en infrastructures, l'Afrique présente un énorme potentiel d'accélération de sa transformation économique au moyen des investissements numériques. L'amélioration de la connectivité, combinée à l'essor rapide de services mobiles tels que le mobile money et les plateformes numériques, favorise l'émergence de nouveaux modèles économiques, facilite l'accès aux marchés et améliore la productivité dans de nombreux secteurs.

1. « Google to invest \$1 billion to lift Africa internet access » [Google va investir 1 milliard de dollars pour améliorer l'accès à Internet en Afrique], *Africanews* (août 2024)
2. « 2Africa's Core Systems Complete » [Les systèmes centraux du projet 2Africa sont désormais achevés], *2Africa* (novembre 2025)

1.2

Retombées économiques

Le secteur du mobile a contribué pour 240 milliards de dollars au PIB de l'Afrique en 2025

En 2025, les services et technologies mobiles ont généré 7,8 % du PIB de l'Afrique, soit une valeur ajoutée économique de 240 milliards de dollars. Les principales retombées économiques de la téléphonie mobile proviennent des gains de productivité, estimés à 150 milliards de dollars, suivis par la contribution directe du secteur, qui s'élève à 70 milliards de dollars.

Les retombées économiques de la téléphonie mobile sont de deux ordres : celles qui relèvent de la connectivité et celles relatives à la transformation numérique. Les premières sont liées à l'utilisation des technologies mobiles, tandis que les secondes découlent de

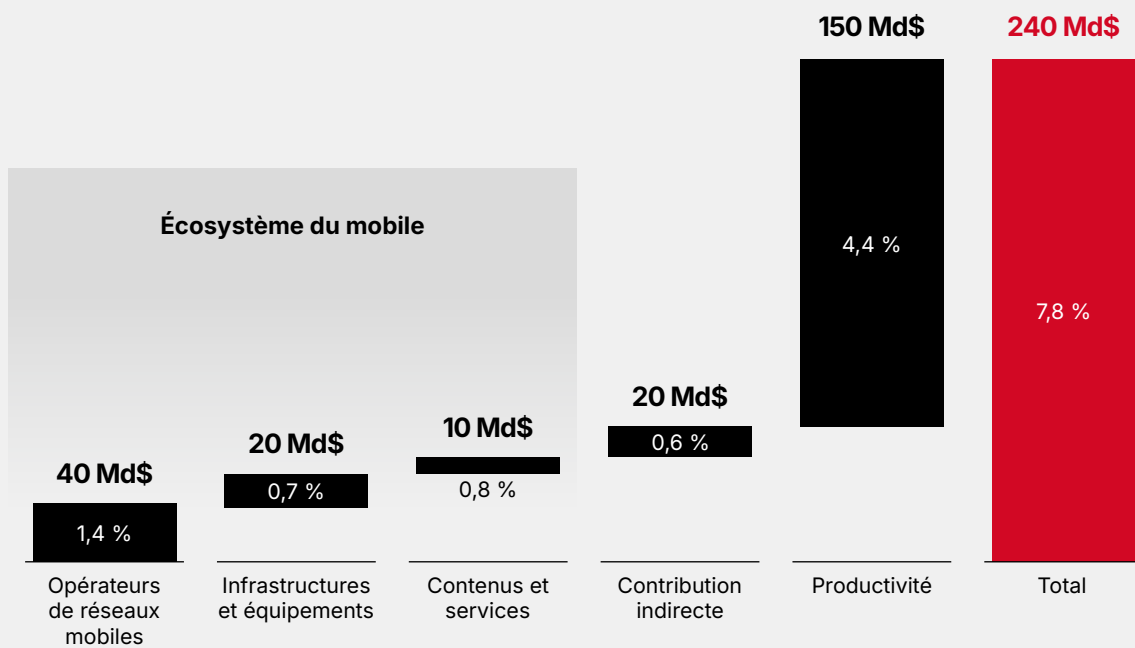
l'intégration par les entreprises de technologies mobiles avancées comme la 5G, l'IoT (*Internet of Things*) et l'IA.

L'écosystème du mobile se compose de trois catégories : les opérateurs de réseaux mobiles, les infrastructures et équipements, et les contenus et services. La catégorie des infrastructures et équipements comprend les fournisseurs d'équipements réseau, les fabricants d'appareils et les entreprises d'IoT. La catégorie des contenus et services englobe, quant à elle, les fournisseurs de contenus, d'applications et de services mobiles, les distributeurs et détaillants, ainsi que les services cloud mobiles.

Figure 2

Afrique : contribution économique totale de l'écosystème du mobile en 2025

(en milliards d'USD et pourcentage du PIB)



Source : GSMA Intelligence

À l'horizon 2030, la contribution économique du secteur atteindra 290 milliards de dollars

D'ici 2030, la contribution du mobile à l'économie du continent devrait atteindre 290 milliards de dollars, portée par les gains de productivité et d'efficacité liés à l'expansion des services mobiles et à l'adoption croissante de technologies comme la 5G, l'IoT et l'IA. Cette contribution devrait progresser à un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 3,5 %, soit un rythme légèrement inférieur à la croissance prévue du PIB régional, estimée à 4,3 %.

Même si la contribution du mobile continuera d'augmenter en valeur absolue, son poids relatif dans l'économie devrait croître plus lentement, en raison du développement plus rapide d'autres secteurs. Les technologies mobiles resteront néanmoins un moteur important de la transformation économique. En renforçant l'inclusion numérique, en facilitant

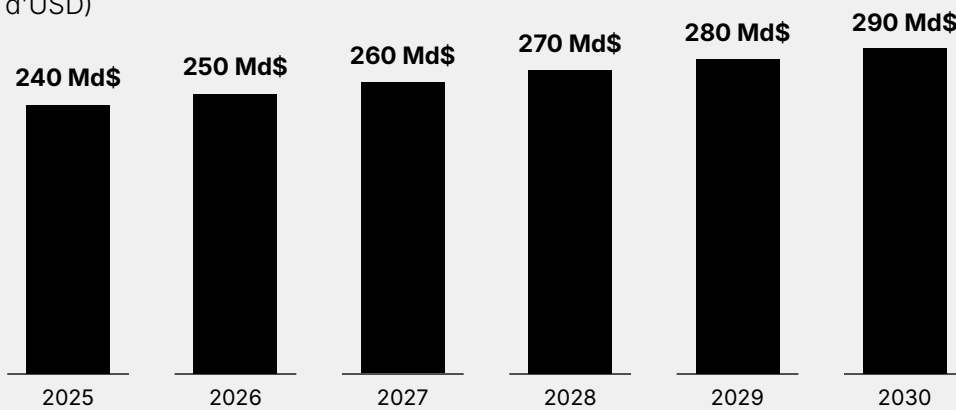
l'accès aux services financiers grâce au mobile money et en soutenant l'émergence de nouveaux modèles économiques liés au numérique, la connectivité mobile contribue à améliorer la productivité, à élargir l'accès aux marchés et à encourager une participation plus large à l'économie formelle.

Pour maintenir et renforcer cette dynamique, il sera toutefois nécessaire de poursuivre les investissements dans les infrastructures mobiles et l'ensemble de l'écosystème numérique. L'extension de la couverture réseau, l'amélioration de l'accessibilité financière et le déploiement accéléré de technologies avancées comme la 5G, l'IoT et l'IA seront déterminants pour exploiter pleinement les gains de productivité et soutenir une croissance économique plus durable et inclusive à travers l'ensemble du continent.

Figure 3

Afrique : Impact économique du mobile à l'horizon 2030

(en milliards d'USD)



Source: GSMA Intelligence

L'écosystème du mobile en Afrique a soutenu près de 13 millions d'emplois en 2025

En 2025, les opérateurs de téléphonie mobile et, de façon plus large, l'écosystème des télécommunications mobiles d'Afrique employaient directement près de 10 millions de personnes. En outre, l'activité économique de l'écosystème a généré plus de 3 millions d'emplois dans d'autres secteurs, d'où un total de près de 13 millions d'emplois liés directement ou indirectement au secteur des télécommunications mobiles.

Figure 4

Afrique : emplois liés aux télécommunications mobiles en 2025

(en millions)



Source : GSMA Intelligence

La contribution fiscale de l'écosystème du mobile s'est élevée à 410 milliards de dollars en 2025

Les impôts et taxes représentent la principale source de recettes publiques dans le monde. En Afrique, les recettes fiscales ont atteint 410 milliards de dollars en 2025, soit environ 13 % du PIB régional, un niveau comparable à celui de l'année précédente³.

Le secteur de la téléphonie mobile contribue largement aux finances publiques du continent. Il a ainsi généré 45 milliards de dollars de recettes fiscales en 2025, qui proviennent en grande partie de la TVA sur les téléphones portables, des taxes sur les ventes, des droits d'accise et des droits de douane (20 milliards de dollars au total). Le secteur représente ainsi 11 % des recettes fiscales totales de la région.

Au-delà de cette contribution directe, le secteur du mobile peut aussi renforcer la collecte des impôts en améliorant l'efficacité et l'accessibilité des systèmes fiscaux. Le développement des paiements numériques et du mobile money améliore notamment la traçabilité des transactions et favorise l'inclusion financière, un

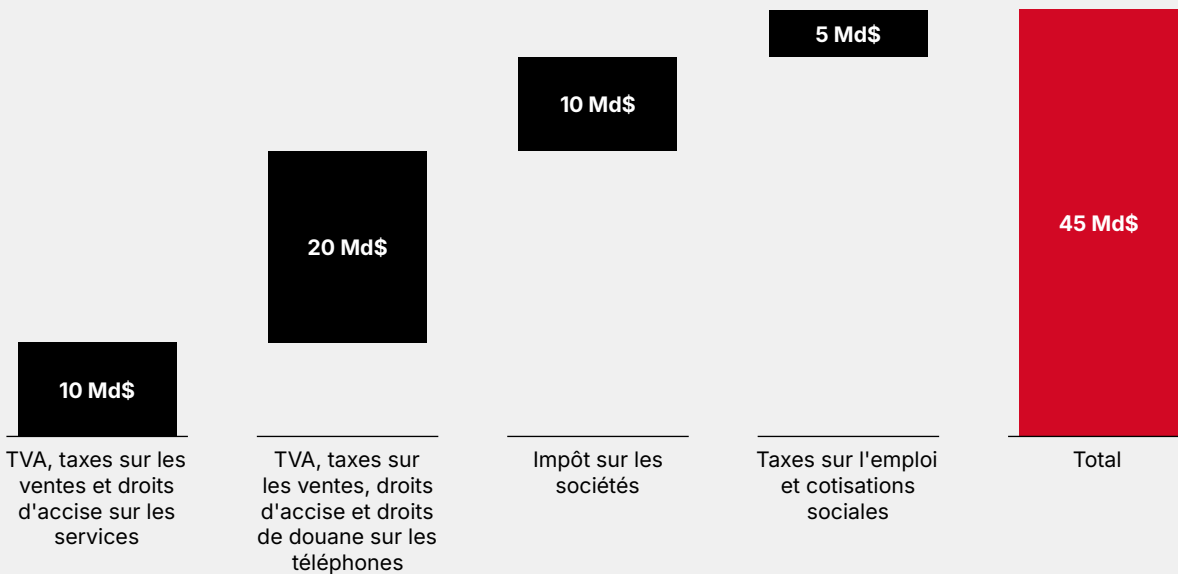
enjeu important dans les économies africaines où le secteur informel reste très présent. En facilitant l'enregistrement et le suivi des transactions, les technologies mobiles contribuent à élargir l'assiette fiscale et à améliorer la collecte des recettes publiques.

Par ailleurs, les plateformes mobiles sont de plus en plus utilisées pour déclarer et payer les impôts, induisant la réduction des démarches administratives pour les pouvoirs publics comme pour les contribuables. Les coûts liés à la conformité fiscale restent élevés, en particulier pour les particuliers et les petites et moyennes entreprises (PME), mais les solutions mobiles permettent de simplifier les procédures, de réduire les coûts et d'améliorer le respect des obligations fiscales. À plus long terme, ces évolutions favorisent une plus grande formalisation de l'économie et contribuent à des finances publiques plus stables et durables dans l'ensemble de la région.

Figure 5

Afrique : contribution fiscale du secteur des télécommunications mobiles en 2025

(en USD)



Source : GSMA Intelligence

3. FMI : World Revenue Longitudinal Database (WoRLD - Base de données longitudinale mondiale des recettes publiques)

La contribution économique de la 5G et de son écosystème

À mesure que les réseaux 5G se développent et que des technologies comme l'IA deviennent plus matures, leur impact dépendra non seulement de la qualité des infrastructures, mais aussi des investissements dans les compétences numériques, l'innovation et l'intégration des nouvelles technologies dans les activités de production.

En Afrique, entre 2025 et 2030, le secteur des services devrait représenter environ un quart des retombées économiques liées aux technologies mobiles, suivi de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, chacune comptant pour près d'un cinquième de l'impact total. Cette répartition montre l'importance croissante des services dans l'évolution de l'économie africaine, tout en illustrant le rôle essentiel de l'industrie et de l'agriculture dans l'emploi et l'activité économique. Les administrations publiques, la construction et l'immobilier devraient également avoir une contribution significative, faisant ressortir le rôle joué par la digitalisation dans l'amélioration des services publics et le soutien au développement des infrastructures.

La contribution prévisionnelle du secteur de l'information et de la communication apparaît plus limitée, aux alentours de 5 %. Même si les effets des technologies mobiles se diffusent largement dans l'ensemble de l'économie, il sera crucial de renforcer la contribution directe du secteur des TIC, une donnée essentielle pour assurer la compétitivité à long terme du continent. Des investissements plus importants dans les infrastructures numériques, les compétences et l'innovation permettront de développer des écosystèmes numériques locaux plus solides, de réduire la dépendance vis-à-vis des technologies étrangères et de soutenir l'émergence d'activités numériques à plus forte valeur ajoutée.

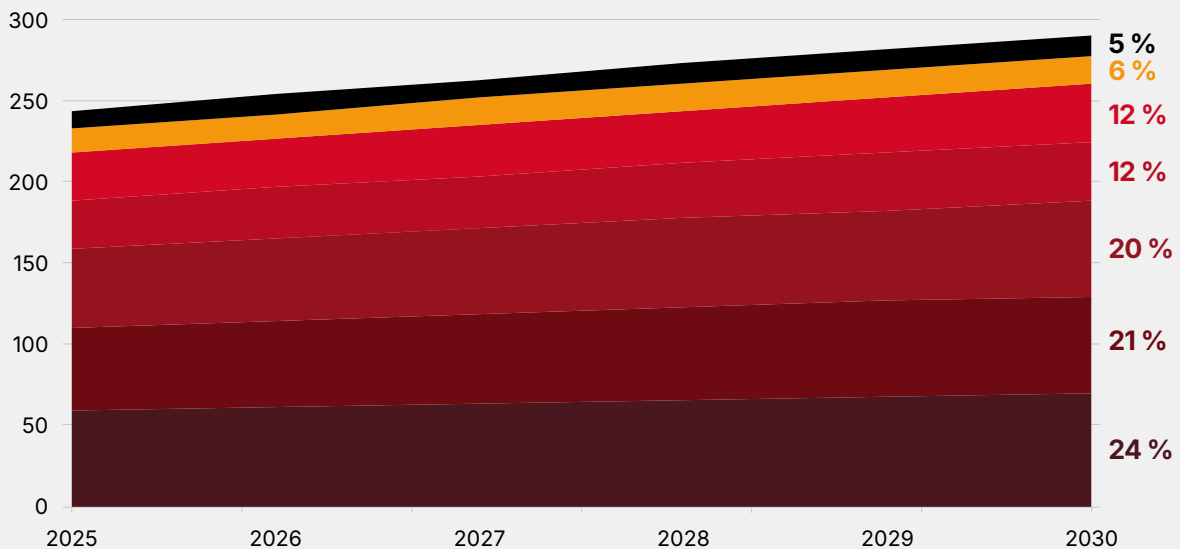
Dans l'ensemble, cette répartition reflète une transformation numérique large et inclusive, dans laquelle les technologies mobiles contribuent à améliorer la productivité dans les secteurs traditionnels comme dans les secteurs émergents, tout en offrant la possibilité de renforcer les capacités numériques et d'accélérer la transformation structurelle.

Figure 6

Afrique : Contribution économique du secteur des télécommunications mobiles par secteur d'activité

(en milliards d'USD et pourcentage du PIB)

Information et communication —
 Services financiers —
 BTP et immobilier —
 Administrations publiques —
 Agriculture —
 Industrie manufacturière —
 Services —



Source : GSMA Intelligence

02

Les tendances qui façonnent le secteur



2.1

IA : de la stratégie au déploiement

L'IA est rapidement passée du stade de projet stratégique à une réalité concrète dans l'écosystème du mobile africain. Après plusieurs années de préparation, de politiques publiques et de planification des investissements, l'année 2026 marque une forte accélération du déploiement de l'IA par les

opérateurs mobiles, dans différents secteurs d'activité et plus largement dans l'ensemble de l'écosystème numérique. La question n'est plus de savoir s'il faut adopter l'IA, mais plutôt comment la mettre en œuvre de manière adaptée au contexte local, afin qu'elle soit économiquement viable et inclusive.

Les opérateurs déploient l'IA dans leurs activités techniques et commerciales

Les opérateurs mobiles africains utilisent de plus en plus l'IA dans leurs activités internes. Les principaux domaines d'adoption concernent la maintenance prédictive, l'optimisation des réseaux et les services clients.

En Ouganda, Airtel a lancé en avril 2025 ce que l'opérateur présente comme le premier service africain d'alerte anti-spam basé sur l'IA. Ce système utilise des modèles d'apprentissage automatique pour détecter et signaler en temps réel les SMS frauduleux. Cette initiative illustre à la fois l'augmentation des risques liés à la fraude numérique et le niveau de maturité technologique désormais atteint pour y faire face.

Au-delà de la gestion des réseaux, les opérateurs investissent également dans les infrastructures

nécessaires au déploiement de l'IA à grande échelle. En avril 2026, MTN a participé à une levée de fonds de 45 millions de dollars pour ODC, une start-up spécialisée dans les télécommunications et l'IA. L'entreprise développe des solutions AI-RAN adaptées aux réseaux africains, souvent composés de plusieurs fournisseurs et confrontés à des contraintes d'alimentation électrique. Cet investissement marque une évolution importante dans la stratégie des grands opérateurs, qui ne se limitent plus à utiliser les infrastructures développées par les grands fournisseurs technologiques (hyperscalers), mais deviennent aussi des investisseurs dans les technologies de base qui devraient déterminer la performance et la rentabilité des réseaux au cours des prochaines années.

Modèles de langage africains : Comblent le déficit de représentation

Un obstacle important à la diffusion de l'IA en Afrique est la faible représentation des langues africaines dans les systèmes d'IA les plus utilisés. Le continent concentre plus de 30 % des langues mondiales, mais les grands modèles de langage (LLM) actuels sont surtout entraînés sur l'anglais et d'autres langues bien dotées en ressources, ce qui limite leur pertinence pour une grande partie des utilisateurs africains. Les enjeux économiques sont importants. Le développement de l'IA dans les langues africaines permettrait de créer des interfaces vocales capables d'élargir l'accès aux services numériques, notamment pour les personnes qui ne maîtrisent pas l'anglais ou le français. Cela ouvrirait également de nouveaux marchés pour les solutions basées sur l'IA et contribuerait à éviter que ses bénéfices ne se concentrent uniquement entre les mains des populations déjà favorisées sur le plan linguistique.

Les opérateurs mobiles africains travaillent activement à réduire ce déficit de représentation. Lors du MWC Kigali en octobre 2025, la GSMA et les opérateurs du G6 en Afrique (Airtel, Axian Telecom, Ethio Telecom, MTN, Orange et Vodacom) ont lancé une collaboration continentale intitulée « Des modèles linguistiques

d'IA en Afrique, par l'Afrique, pour l'Afrique ». Cette initiative réunit opérateurs, chercheurs, start-ups et société civile pour répondre à quatre grands enjeux du développement de l'IA en Afrique : les données, la puissance de calcul, les compétences et les politiques publiques. Elle vise à mettre en place des systèmes d'IA adaptés aux réalités linguistiques et culturelles du continent au sein de l'écosystème des télécommunications mobiles.

L'initiative a déjà produit des résultats concrets, avec la présentation lors du MWC Barcelone 2026 du premier modèle de raisonnement ouvert en swahili. Développé en collaboration avec MeetKai Zambia, il est capable d'explorer et de traduire des contenus en ligne en swahili et constitue ainsi un modèle reproductible pour d'autres modèles de langage d'origine africaine

D'autres initiatives viennent renforcer cet élan. Google a investi en juillet 2025 dans des outils d'IA prenant en charge plus de quarante langues africaines, tandis que la Fondation Gates a accordé une subvention de cinq millions de dollars à Masakhane pour soutenir le développement de modèles de langage adaptés au continent.



Construire l'écosystème par les compétences, les capacités de calcul et les données

L'écosystème numérique africain a longtemps été limité par trois éléments indispensables au déploiement de l'IA à grande échelle : une main-d'œuvre qualifiée capable de construire, déployer et maintenir les systèmes d'IA ; une infrastructure informatique accessible pour éviter aux opérateurs et développeurs d'avoir à recourir à des hyperscalers situés en dehors du continent ; ainsi que des données pertinentes au niveau local pour entraîner et valider les modèles. Aujourd'hui, les acteurs de l'écosystème investissent pour renforcer ces fondations nécessaires au développement de solutions d'IA viables et pertinentes à l'échelle du continent, dans le cadre notamment des initiatives suivantes :

- **Capacités de calcul** : Cassava Technologies a lancé son « AI Factory » en Afrique du Sud, qui propose des services de GPU et d'IA aux développeurs, entreprises et opérateurs de réseaux mobiles africains. L'infrastructure comprend également une plateforme de gestion de réseau autonome basée sur les Nvidia Blueprints, qui permet d'optimiser les performances des réseaux mobiles grâce à l'IA. Cette initiative répond à un frein majeur du développement de l'IA en Afrique : le coût élevé et la rareté des capacités de calcul haute performance, jusque-là concentrées dans quelques grandes institutions disposant des ressources nécessaires à l'entraînement et à l'inférence à grande échelle.
- **Compétences** : La MTN Skills Academy, une plateforme gratuite de formation aux compétences numériques et technologiques disponible dans 16 pays africains, contribue à former les talents nécessaires au développement et au déploiement des solutions d'IA.
- **Données** : En février 2026, Google a publié WAXAL, un vaste ensemble de données vocales en accès

libre couvrant 27 langues d'Afrique subsaharienne. Élaboré sur trois ans en collaboration avec plusieurs universités africaines (dont Makerere, l'université du Ghana et l'université d'Addis-Abeba), il fournit une base essentielle pour la reconnaissance vocale et les applications d'IA dans des langues parlées par plus de 100 millions de personnes. Ce jeu de données est publié sous une licence ouverte afin de faciliter son utilisation par les chercheurs et développeurs du continent.

- **Déploiement responsable** : La GSMA et Zindi ont lancé en mars 2026 l'African Trust & Safety LLM Challenge, qui a permis de créer un cadre de test et de sécurité de l'IA adapté aux réalités africaines. Ce référentiel permet d'évaluer la robustesse des modèles dans plus de 2 000 langues du continent.

Ces efforts s'inscrivent en parallèle des groupes de travail mis en place dans le cadre du G6 et de l'initiative « African AI Language Models » de la GSMA sur les thèmes des données, de la puissance de calcul, des compétences et des politiques publiques pour offrir à l'écosystème une structure de coordination permettant d'aligner et de mesurer les investissements du secteur.

L'ensemble de ces initiatives traduit une prise de conscience croissante : l'avantage compétitif en matière d'IA dépendra de plus en plus de la maîtrise des infrastructures fondamentales.

Les opérateurs qui intègrent efficacement l'IA ne cherchent pas seulement à réduire leurs coûts d'exploitation. Ils contribuent aussi à élargir l'accès aux services numériques pour des centaines de millions de personnes encore freinées par les barrières linguistiques, tout en stimulant les gains de productivité qui soutiennent la contribution attendue des télécommunications mobiles à l'économie africaine, estimée à 290 milliards de dollars d'ici 2030.

2.2

Les API réseau ouvrent la voie à un nouveau modèle économique pour les opérateurs

Les opérateurs mobiles africains disposent de capacités clés au niveau de la couche réseau, notamment les signaux d'identité, les données de connectivité et les données d'authentification en temps réel, qui étaient jusque-là principalement utilisées en interne. Aujourd'hui, un changement important est en cours : ces capacités sont progressivement ouvertes sous forme d'API à des développeurs, des entreprises et des administrations publiques, créant une nouvelle couche de services au-delà de la simple connectivité.

L'Afrique ne représente actuellement que 11 % des engagements mondiaux des opérateurs dans le cadre de l'initiative GSMA Open Gateway. Ce chiffre illustre à la fois l'ampleur du potentiel et la nécessité d'accélérer l'adoption de ces outils au sein du continent.

La GSMA Open Gateway joue un rôle central dans cette évolution. Elle est particulièrement pertinente en Afrique, où les usages sont largement centrés sur le mobile. Fin 2025, 79 opérateurs couvrant environ 80 % du marché mondial s'étaient engagés dans cette initiative. En Afrique, dix groupes de télécommunications sont impliqués, avec des opérateurs qui testent ou commercialisent les API correspondantes en Afrique du Sud, au Nigeria, en Égypte, au Kenya, au Maroc et au Cameroun.

L'Afrique du Sud est le pays le plus avancé sur ce sujet. Les banques et les fintechs y utilisent déjà les API de SIM Swap et de vérification de numéro pour lutter contre la fraude et sécuriser les transactions sensibles. Ces outils ont permis de réduire sensiblement la fraude, encore très présente sur le continent. Ils permettent de vérifier l'identité des utilisateurs et de détecter les tentatives de prise de contrôle de comptes grâce à des signaux réseau en temps réel, sans dépendre uniquement de méthodes d'authentification traditionnelles, de plus en plus vulnérables aux attaques d'ingénierie sociale renforcées par l'IA.

La logique commerciale est simple : les acteurs des services financiers, du commerce électronique, de l'administration numérique et de la santé sont de plus en plus enclins à vérifier l'identité des utilisateurs de manière fiable et à moindre coût. Les API de couche réseau proposent une forme d'authentification plus difficile à contourner que les mots de passe ou les codes à usage unique (OTP), tout en étant nativement adaptées au mobile – un avantage clé dans les contextes où le téléphone est le principal canal d'accès aux services numériques. Les opérateurs mettent aussi en place les infrastructures nécessaires pour déployer ce modèle à grande échelle. Par exemple, la plateforme Chenosis de MTN, premier accélérateur de développement intersectoriel en Afrique, permet aux développeurs tiers d'accéder aux capacités des API réseau et de les utiliser sur différents marchés.

Les menaces liées à l'IA comme moteur du marché

La demande pour des solutions de confiance au niveau de la couche réseau s'accélère avec la montée en sophistication des fraudes alimentées par l'IA. L'IA générative (genAI) a considérablement facilité la création à grande échelle d'identités synthétiques, de voix et de vidéos deepfake, ainsi que de campagnes de phishing très ciblées et personnalisées. Dans l'économie numérique africaine, où le mobile money, la banque digitale et les services publics en ligne se développent rapidement, la capacité à vérifier l'identité via des signaux réseau plutôt que des informations

déclaratives devient essentielle pour la gestion des risques.

Les opérateurs qui proposent aux entreprises des services de détection de fraude et de vérification d'identité sous forme d'API répondent ainsi à un besoin réel et en forte croissance. Ils se créent également une nouvelle source de revenus, distincte du marché de la connectivité de base.

Le potentiel commercial des API sera déterminé par le cadre réglementaire

Une analyse réglementaire de GSMA Intelligence menée sur sept marchés africains montre que le potentiel commercial des API réseau est bien réel, mais qu'il se répartit de manière inégale entre les différentes catégories d'API. L'étude a évalué quatre familles d'API

au regard des cadres réglementaires nationaux et conclut que le rythme d'adoption de l'Open Gateway en Afrique dépendra davantage de la mise en œuvre réglementaire que de la maturité technologique.

Figure 7

Faisabilité des API Open Gateway sur les marchés africains*

| Marché | Localisation | Identité et confiance | Connectivité et qualité de service (QoS) | Vérification téléphonique | Cybersécurité |
|-----------------|---------------------------|---------------------------|--|---------------------------|---------------|
| Cameroun | Limitée | Sous certaines conditions | Moyenne | Moyenne | Limitée |
| Égypte | Sous certaines conditions | Moyenne | Élevée | Moyenne | Limitée |
| Maroc | Sous certaines conditions | Moyenne | Moyenne | Moyenne | Limitée |
| Nigeria | Sous certaines conditions | Moyenne | Moyenne | Moyenne | Limitée |
| Tanzanie | Limitée | Moyenne | Moyenne | Moyenne | Limitée |
| Ouganda | Limitée | Moyenne | Moyenne | Moyenne | Limitée |
| Zambie | Sous certaines conditions | Moyenne | Moyenne | Moyenne | Limitée |

* Niveau de faisabilité évalué sur la base de la légalité, des exigences en matière de licence et des contraintes opérationnelles.

Source : GSMA Intelligence

À court terme, les API de connectivité et de qualité de service (QoS) sont celles qui offrent le potentiel de développement le plus important sur les sept marchés étudiés, car elles s'alignent sur des obligations réglementaires déjà en vigueur dans le secteur des télécommunications, notamment en matière de performance et de transparence des services. Les API de vérification téléphonique occupent une position intermédiaire : elles sont viables lorsqu'elles sont utilisées pour sécuriser les transactions et prévenir la fraude, mais se heurtent à des obstacles dans le cadre d'une utilisation plus large pour la vérification d'identité. Les API d'identité et de confiance sont généralement viables, mais encadrées. Les régulateurs ont tendance à accepter les signaux de SIM Swap et de vérification de numéro en tant qu'outils de prévention de la fraude plutôt que comme des substituts d'identité, leur accès étant généralement limité aux institutions financières réglementées. Les API de localisation et de cybersécurité font face à une résistance

structurelle sur l'ensemble des marchés, en raison des cadres de sécurité nationale et de classification des infrastructures critiques qui privilégient le contrôle par les États par rapport à une ouverture plus large à l'écosystème commercial.

Ce contexte réglementaire influence directement la stratégie commerciale des opérateurs. Les obligations d'agrément servent souvent de filtre d'accès. Dans plusieurs pays, les agrégateurs d'API doivent créer des entités locales et obtenir des autorisations sectorielles avant d'accéder aux API réseau. Cette exigence ralentit l'expansion transfrontalière et renforce les modèles de déploiement propres à chaque pays. Les opérateurs qui poursuivent des stratégies « Open Gateway » en Afrique doivent donc concevoir leurs solutions dans le respect de la conformité réglementaire au niveau national, tout en construisant des architectures qui restent compatibles avec l'interopérabilité régionale visée par le cadre stratégique de l'Union africaine en matière de données.

2.3

Les opérateurs deviennent des partenaires numériques « full-stack »

À travers tout le continent, les opérateurs mobiles repensent leur relation avec le marché des entreprises. Au départ, ils proposaient prioritairement des services de connectivité. Aujourd'hui, ils vont plus loin en se positionnant comme de véritables partenaires technologiques, capables d'offrir des services cloud, des outils d'intelligence artificielle, des applications métiers et des solutions d'analyse de données, au-delà de la simple connexion au réseau. Cette évolution du modèle d'opérateur de télécommunications vers

celui de plateforme technologique est désormais bien engagée. Les secteurs des services collectifs et de l'énergie, du transport et de la logistique, ainsi que des services financiers représentent aujourd'hui d'importantes sources de revenus. Profondément transformés par la digitalisation, ils offrent aux opérateurs un potentiel important de développement en vue de fournir une plateforme complète de services aux entreprises.

Un repositionnement stratégique, bien au-delà d'une nouvelle source de revenus

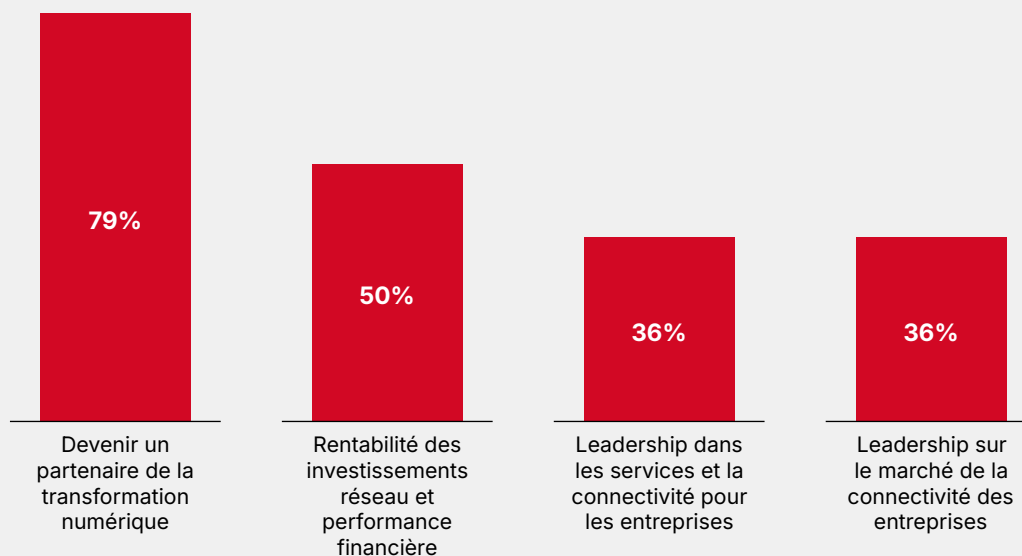
L'enquête « *Enterprise Opportunity Survey 2025* » de GSMA Intelligence montre que les opérateurs africains ont désormais pour principale ambition commerciale de devenir de véritables partenaires de la transformation numérique. Cet objectif devance largement les considérations de revenus ou de leadership commercial. Cette évolution vers un modèle de tech-co (entreprise technologique) ne vise pas seulement

à diversifier leur activité, mais traduit un changement plus profond de leur positionnement sur le marché. En s'imposant comme partenaires technologiques auprès des entreprises et des administrations, les opérateurs construisent des relations plus durables et plus solides que celles reposant uniquement sur le prix de la connectivité.

Figure 8

Stratégie et objectifs des opérateurs africains sur le marché des entreprises

Quel est le principal objectif à la base de votre stratégie sur le marché des entreprises ?
(En pourcentage des opérateurs interrogés)



Source : GSMA Intelligence *Operators in Focus: Enterprise Opportunity Survey 2025*

D'une ambition stratégique à un engagement structurel

L'ambition des opérateurs d'évoluer vers un modèle d'entreprise technologique s'accompagne de changements concrets dans leur manière de fonctionner. A l'échelle du continent africain, l'action la plus fréquente consiste à nouer des partenariats avec des entreprises technologiques existantes. Cette stratégie passe avant le recrutement, des acquisitions ciblées ou encore des réorganisations internes, traduisant la prise de conscience du secteur selon laquelle la transition vers un modèle de tech-co ne peut reposer uniquement sur le développement de compétences en interne. Plusieurs initiatives lancées sur le continent illustrent déjà cette transformation :

- **MTN Group** - Chenosis : Avec sa plateforme Chenosis, MTN permet aux entreprises et aux développeurs d'accéder aux capacités de son réseau afin de créer des services numériques sur plusieurs marchés africains. L'objectif consiste à faire évoluer son réseau pour en faire une plateforme technologique ouverte, et non plus seulement en un simple service de connectivité passive.
- **Safaricom** - Daraja 3.0 : Safaricom a modernisé sa plateforme API Daraja pour offrir aux entreprises et aux développeurs des interfaces plus sécurisées et plus flexibles, notamment pour intégrer M-Pesa et les services réseau dans leurs propres solutions

numériques. La plateforme soutient le travail de transformation numérique du secteur public mené par Safaricom, notamment le Hustler Fund, une initiative d'inclusion financière pilotée par les pouvoirs publics et déployée sur l'infrastructure cloud native de Safaricom.

- **Orange Maroc** - Live Intelligence : Orange Maroc a lancé une plateforme d'intelligence artificielle souveraine qui permet aux entreprises de déployer des agents IA sécurisés au sein de leur propre environnement. L'opérateur développe également des réseaux privés 5G pour des usages industriels, ainsi que pour la télémédecine et la gestion des opérations logistiques dans le principal port africain.
- **Vodacom** - Business IoT : Vodacom Business a lancé une plateforme renforcée de connectivité IoT destinée aux entreprises. Celle-ci permet notamment le suivi de flottes, la surveillance des équipements, la vidéosurveillance et diverses applications industrielles grâce à une infrastructure réseau avec routage local. Aujourd'hui, les services aux entreprises « au-delà du mobile » (comprenant l'IoT, le cloud, les services numériques et la connectivité fixe) représentent 17,8 % du chiffre d'affaires des services de Vodacom en Afrique du Sud⁴.

La santé numérique : un exemple concret du potentiel du modèle technologique

La santé numérique illustre à la fois l'opportunité et la complexité de la transition « tech-co » dans la pratique. L'outil d'évaluation de la maturité en santé numérique (*Digital Health Maturity*) de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui prend en compte les infrastructures, la gouvernance des données, les compétences de la main-d'œuvre, le cadre réglementaire et le financement, met en évidence d'importantes disparités entre les marchés africains. Lorsque les conditions sont favorables, comme au Rwanda, au Kenya et en Afrique du Sud, les opérateurs ne se limitent plus à fournir de la connectivité aux établissements de santé ; ils participent désormais à la co-construction de systèmes de santé numériques. Ils contribuent notamment à la vérification de l'identité des patients, soutiennent le développement de la

télémédecine et collaborent avec des plateformes de technologies de santé pour les dossiers médicaux électroniques ainsi que les outils de diagnostic.

Au Kenya, Safaricom a pris la tête d'un consortium chargé de déployer le système intégré de technologies de l'information de santé du pays. Ce projet vise à mettre en place une plateforme nationale d'échange d'informations de santé afin d'unifier les dossiers des patients dans les établissements publics, un système de gestion hospitalière pour la numérisation des hôpitaux publics, une chaîne d'approvisionnement pharmaceutique digitalisée, ainsi qu'un cloud de santé hébergé au niveau national. Début 2025, plus de 18,7 millions de Kenyans avaient déjà été intégrés à ce système.

4. « Vodacom Reports Solid Growth, Sets Ambitious 2030 Vision » [Vodacom affiche une croissance solide et définit une vision ambitieuse pour 2030], *Telecom Review Africa* (mai 2025)

03

L'impact du mobile en Afrique



Le secteur de la téléphonie mobile en Afrique continue de jouer un rôle central dans le développement social et économique du continent. Au-delà de l'extension de la connectivité, les opérateurs cherchent de plus en plus à faire en sorte que les bénéfices du numérique profitent également aux populations encore hors ligne, tout en réduisant l'empreinte environnementale des infrastructures qui rendent cette connectivité possible. Ils accordent ainsi une attention croissante à l'écart entre la couverture réseau et l'usage effectif d'Internet, qui demeure l'un des principaux défis numériques de l'Afrique. Ils sont aussi focalisés sur les enjeux liés aux coûts énergétiques et aux engagements de

réduction des émissions de carbone, qui redéfinissent progressivement l'économie des réseaux.

Au cours de l'année écoulée, le secteur a intensifié ses efforts pour réduire ce déficit d'utilisation, dans le cadre d'initiatives ciblées visant les téléphones, le financement et les compétences numériques. En parallèle, il accélère sa transition vers les énergies renouvelables sur l'ensemble des sites de réseau, afin de réduire les coûts opérationnels, de limiter les émissions et de mettre en place des infrastructures plus résilientes.

3.1

Réduire la fracture numérique en connectant ceux qui ne le sont pas encore

En Afrique, près d'un milliard de personnes vivent dans une zone couverte par l'Internet mobile sans pour autant être connectées. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : le coût des appareils, le prix des données, un niveau limité de compétences numériques et, dans de nombreux cas, des barrières sociales profondément ancrées qui prédisposent les

personnes autorisées ou encouragées à accéder à Internet au sein d'un foyer ou d'une communauté. La réduction de ce déficit d'utilisation représente un enjeu majeur pour l'inclusion numérique au sein du continent. Dans ce contexte, les opérateurs mobiles jouent un rôle de plus en plus central pour favoriser l'accès au numérique et encourager son usage effectif.

Financement des appareils, compétences numériques et normes sociales

En Afrique subsaharienne, l'accessibilité financière constitue la principale contrainte. Le coût d'un téléphone portable d'entrée de gamme connecté à Internet représente en moyenne 24 % du revenu mensuel dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et peut atteindre jusqu'à 80 % dans certains cas. À cela s'ajoutent le manque de connaissances et compétences numériques, qui constitue le deuxième obstacle majeur, notamment pour les personnes qui connaissent l'existence de l'Internet mobile mais ne l'ont pas encore adopté. Les enjeux de sûreté et de sécurité, en particulier le risque de harcèlement en ligne, freinent davantage l'adoption chez les femmes. Par ailleurs, les normes sociales, notamment dans les communautés plus conservatrices, continuent d'influencer l'accès et le contrôle des appareils connectés au sein des foyers.

Partout sur le continent, les opérateurs mettent en œuvre des actions en faveur de l'inclusion numérique. Les approches les plus efficaces combinent des mesures visant à rendre les terminaux plus abordables avec des programmes de formation aux compétences numériques, des initiatives de sensibilisation à la

sécurité en ligne et des actions communautaires destinées à lever des freins qui ne relèvent pas uniquement du prix. Voici quelques exemples d'initiatives mises en place par des opérateurs à travers l'Afrique :

- Au Ghana, **MTN Ghana** s'est associé à Infinix en mars 2026 pour lancer la série Note 60 avec des paiements échelonnés sur six mois et 2 Go de données gratuites par mois pour chaque appareil.
- En Éthiopie, **Ethio Telecom** a multiplié les initiatives en 2025 pour rendre les smartphones plus accessibles. L'opérateur a travaillé avec des banques locales pour proposer des financements via la plateforme Telebirr, avec des paiements échelonnés sans garantie. Son objectif est de vendre jusqu'à 2 millions de smartphones par an. Il a également lancé les appareils 4G Znexus, pensés pour les populations rurales et à faibles revenus. Proposés à partir d'environ 17 dollars, ils fonctionnent avec le cloud, ce qui réduit le besoin de stockage interne.

- En Afrique du Sud, **MTN MoMo** a lancé l'offre « *Handset Rent to Own* », qui permet aux clients prépayés d'acquérir des smartphones 4G et 5G à partir de 10 ZAR par jour via l'application MoMo, sans vérification de solvabilité ni justificatif de revenus. L'éligibilité est évaluée grâce à l'intelligence artificielle et à l'historique d'utilisation du mobile money, une approche adaptée aux populations non bancarisées et au secteur informel, largement présent en Afrique du Sud.
- Au Kenya, **Safaricom** a lancé la campagne « *Maisha Poa Ni Digital* » pour encourager la migration des téléphones 2G vers des smartphones 4G abordables. Chaque appareil est accompagné de 5,5 Go de données gratuites et de plans de paiement quotidiens flexibles. En mai 2025, le programme avait dépassé les 2 millions d'appareils vendus, faisant passer le taux de possession de smartphones sur le réseau de Safaricom de 44 % à 50 % des connexions. Cette initiative s'attaque au déficit d'utilisation sur deux fronts à la fois : elle réduit le coût d'achat effectif des appareils tout en incluant des données pour faciliter l'accès à l'Internet mobile.
- Dans plusieurs pays africains, **MTN** a lancé la MTN Skills Academy, une plateforme gratuite de formation aux compétences numériques et financières accessible à toute personne résidant dans l'un des seize pays d'Afrique dans lesquels l'opérateur est implanté, sans autre prérequis. La plateforme propose des formations certifiantes, de l'orientation professionnelle et une bourse de l'emploi pour mettre en relation diplômés et employeurs dans des domaines tels que la cybersécurité, le développement logiciel et l'analyse de données. Conçue pour fonctionner avec peu de données mobiles, elle cible les personnes qui souhaitent participer à l'économie numérique mais manquent de compétences ou de confiance.
- À travers différentes initiatives en 2026, **Airtel** a cherché à améliorer à la fois l'accès aux smartphones et aux compétences numériques. Au Rwanda, l'entreprise a lancé avec Watu Credit et Simstel un programme de financement de smartphones Samsung avec des remboursements quotidiens flexibles. En Ouganda, la Fondation Airtel Africa a créé un programme de bourses couvrant les frais d'études, les appareils et les allocations pour vingt étudiants en cybersécurité, génie logiciel et science des données, afin de renforcer directement les compétences nécessaires à l'économie numérique.



3.2

Assurer une connectivité durable dans le cadre de la transition énergétique

Le développement de la connectivité en Afrique passe par l'extension des réseaux dans les zones rurales et périurbaines. Il s'agit néanmoins des régions dans lesquelles les infrastructures électriques sont les moins fiables et les plus coûteuses. Pendant longtemps, les opérateurs se sont appuyés sur des générateurs diesel pour alimenter les sites hors réseau ou mal desservis en électricité. Cette solution par défaut se heurte toutefois à des contraintes croissantes : hausse des coûts, émissions élevées, risques opérationnels de plus en plus difficiles à gérer. Face à cette situation, les opérateurs africains s'efforcent de réduire progressivement leur dépendance au diesel au profit des énergies renouvelables pour alimenter leurs réseaux. Ce changement est motivé non seulement par des enjeux environnementaux, mais aussi par des raisons économiques, les énergies renouvelables devenant de plus en plus abordables.

Des retombées positives au-delà de l'énergie

La transition énergétique du mobile africain ne profite pas seulement aux opérateurs télécoms. En utilisant davantage d'énergies renouvelables, les réseaux mobiles peuvent étendre la connectivité à des zones isolées, souvent non raccordées au réseau électrique. Grâce aux sites alimentés à l'énergie solaire, ces communautés accèdent plus facilement aux services numériques sans dépendre d'infrastructures diesel coûteuses et polluantes. La transition énergétique contribue ainsi à rendre la connectivité à la fois plus durable et plus inclusive.

Quelques exemples illustrent cette évolution :

- **Vodacom** est le premier opérateur panafricain à utiliser 100 % d'électricité renouvelable pour ses activités en Afrique du Sud, en Égypte, en Tanzanie, en République démocratique du Congo (RDC), au Mozambique et au Lesotho.
- **Orange** a installé 6 000 sites télécoms équipés de panneaux solaires en Afrique et au Moyen-Orient, ce qui permet d'économiser chaque année 55 millions de litres de carburant.
- **MTN** a déjà converti plus de 10 000 sites de son réseau africain à l'énergie solaire et hybride dans le cadre de son programme « Project Zero ».
- **Safaricom** compte 1 432 stations de base fonctionnant à l'énergie solaire au Kenya et prévoit de couvrir 50 % de ses sites avec des énergies renouvelables.

En parallèle, les besoins énergétiques du secteur continuent d'augmenter avec l'explosion de l'usage des données mobiles. En Afrique subsaharienne, la consommation mensuelle moyenne devrait presque tripler d'ici 2030 pour atteindre 14 Go par smartphone. Cette croissance nécessitera des réseaux plus puissants et donc davantage d'énergie. Pour les opérateurs africains, l'un des grands défis des prochaines années sera de répondre à cette demande tout en limitant son impact environnemental, grâce aux énergies renouvelables, à l'optimisation énergétique par l'IA et à des équipements plus performants.

Le « virtual wheeling » de Vodacom : un modèle reproductible

Le système de « virtual wheeling » lancé par Vodacom en Afrique du Sud en septembre 2025 permet à l'opérateur de s'approvisionner en énergie renouvelable à grande échelle auprès de producteurs indépendants, malgré un réseau très dispersé de plus de 15 000 sites basse tension répartis dans 168 municipalités. Développée avec sa filiale Mezzanine, cette solution regroupe la consommation énergétique de l'ensemble des sites afin de faciliter un approvisionnement centralisé en énergie verte.

Cette approche résout une contrainte structurelle qui empêchait jusque-là les entreprises ayant de multiples implantations d'accéder à l'énergie renouvelable pour l'ensemble de leurs sites, à

savoir la nécessité d'un lien direct entre le lieu de production et le lieu de consommation dans le cadre des accords traditionnels de « wheeling » (transport d'énergie via le réseau électrique d'un tiers). La plateforme de transport virtuel agrège la consommation de tous les sites sud-africains de Vodacom et la met en correspondance avec la production d'une centrale solaire du groupe Sola située dans l'État libre. Cette approche permet un approvisionnement en énergie renouvelable à l'échelle de l'entreprise, indépendamment de la localisation des sites. Vodacom présente cette innovation comme un modèle pouvant être reproduit par d'autres entreprises ayant des activités géographiquement dispersées, au-delà même du secteur des télécommunications.

04

Les politiques publiques au service de la croissance



4.1

La réforme fiscale, un levier clé pour l'accessibilité et l'adoption

En Afrique, la fiscalité joue un rôle central entre les ambitions numériques et le résultat des politiques publiques, de manière plus directe que tout autre levier de l'action publique. En 2025, le secteur de la téléphonie mobile a généré 45 milliards de dollars de recettes fiscales (taxes et impôts) à l'échelle du continent, soit près de 11% des recettes fiscales totales de la région.

Sur ce montant, 20 milliards sont issus de la TVA sur les téléphones portables, des taxes sur les ventes, des

droits d'accise et des droits de douane. Lorsque ces taxes sont excessives ou inadaptées, elles peuvent freiner l'adoption des services mobiles, alors même que leur rendement dépend de cette adoption. Les données de 2025 montrent qu'une réforme ciblée de la fiscalité sur les services et les appareils mobiles peut améliorer rapidement l'accès au numérique, plus efficacement que beaucoup d'autres politiques publiques.

Taxation des appareils et des services : le levier politique le plus direct

L'accessibilité financière des téléphones portables représente aujourd'hui un frein majeur à l'adoption de l'Internet mobile en Afrique. Bien que la couverture du haut débit mobile touche désormais la grande majorité de la population, près de 63 % des Africains ne sont pas encore connectés. Cette situation n'est pas liée à l'absence de réseau, mais plutôt au coût des téléphones, des services et des taxes propres au secteur.

Les taxes sur les smartphones (souvent considérés comme des produits de luxe dans les barèmes douaniers nationaux) augmentent le prix d'achat de ces appareils, même lorsqu'il s'agit de téléphones d'entrée de gamme destinés aux nouveaux utilisateurs

du numérique. Elles pénalisent ainsi de manière disproportionnée les populations à faibles revenus, qui sont aussi celles qui ont le plus besoin d'un accès abordable aux services numériques.

Les taxes appliquées aux services numériques aggravent encore la situation. Lorsqu'elles concernent l'Internet mobile, le mobile money ou les contenus numériques, elles réduisent l'utilisation de ces services plus fortement qu'une taxe générale sur la consommation. Par exemple, la taxe sur les paiements mobiles introduite en 2022 au Ghana a réduit les volumes de transferts P2P (entre personnes) et a été associée à l'exclusion effective d'environ 5 % des utilisateurs potentiels des services financiers mobiles.

La Coalition GSMA pour l'accessibilité financière des téléphones mobiles

En octobre 2025, la coalition « GSMA Handset Affordability Coalition », qui réunit la GSMA, les opérateurs africains du G6, des fabricants de téléphones et des institutions internationales de développement, a publié à l'occasion du MWC Kigali des spécifications techniques minimales pour un smartphone 4G d'entrée de gamme abordable. L'objectif était de fournir aux fabricants une référence claire pour développer des appareils accessibles au plus grand nombre. Quelques mois plus tard, lors du MWC Barcelona en mars 2026, un protocole d'accord a été signé pour lancer des projets pilotes dans six pays : la RDC, l'Éthiopie, le

Nigeria, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. En parallèle, la coalition a appelé les gouvernements africains à supprimer les taxes sur les téléphones d'entrée de gamme vendus à moins de 100 dollars, en prenant comme exemple la réforme mise en place en Afrique du Sud en avril 2025. Cette double approche, portant à la fois sur l'offre (caractéristiques des téléphones) et la demande (réforme fiscale), reflète la prise de conscience par les acteurs du secteur que l'accessibilité financière représente un problème systémique qui nécessite une action coordonnée sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Une réforme politique qui produit des résultats mesurables

La preuve la plus concrète de l'impact positif des réformes fiscales vient des pays qui les ont déjà appliquées. Le Ghana et l'Afrique du Sud ont notamment mis en place d'importantes réformes fiscales entrées en vigueur en avril 2025. Dans les deux cas, ces mesures ont été suivies d'une amélioration notable des indicateurs d'adoption du numérique dès la même année. Le Digital Africa Index (DAI) permet d'évaluer l'effet de ces politiques sur le développement numérique. Cet indice repose sur deux composantes complémentaires : le DNSI (Digital Nations Score Index), qui mesure les progrès réalisés en matière de développement numérique, et le DPRI (Digital Policy and Regulatory Index), qui analyse la qualité des politiques publiques et du cadre réglementaire qui s'appliquent au numérique.

À la suite de ces réformes fiscales, le Ghana et l'Afrique du Sud ont tous deux enregistré une nette amélioration

de leurs performances dans le DAI dès la même année. Ces deux pays figurent aujourd'hui parmi les meilleurs exemples du lien direct entre les politiques fiscales et le développement de l'adoption du numérique.

Les données de GSMA Intelligence, notamment les indices DPRI et DNSI, montrent également que les pays dotés d'un cadre politique et réglementaire plus favorable présentent généralement de meilleurs résultats en ce qui concerne l'adoption du numérique.

Les exemples du Ghana et de l'Afrique du Sud sont particulièrement révélateurs, non seulement par les résultats obtenus, mais aussi par leur rapidité. Ils montrent que des réformes fiscales ciblant le coût d'accès au numérique peuvent produire des effets visibles en l'espace de quelques mois seulement, aussi bien dans l'usage des services numériques que dans les indicateurs évaluant la qualité des politiques publiques.

Figure 9

Un cadre réglementaire solide favorise de meilleurs résultats numériques

Scores DNSI et DPRI, 2025



Source : GSMA Intelligence



Étude de cas

Ghana : suppression de la taxe sur les transferts de mobile money

Contexte : En 2022, le Ghana avait mis en place une taxe sur les transferts de mobile money entre particuliers. Cette mesure avait rapidement réduit les volumes d'opérations, tout en étant associée à la perte effective d'environ 5 % des utilisateurs potentiels des services de mobile money.

Réforme : Pour relancer l'usage des services financiers mobiles, le gouvernement a décidé de supprimer complètement cette taxe à partir du 1^{er} avril 2025.

Résultat : Dès décembre 2025, les volumes d'opérations avaient augmenté de 31 % par rapport

à l'année précédente. Cette hausse représente l'un des rebonds les plus rapides observés après la suppression d'une taxe sur les services numériques. Le Ghana affiche également la plus forte progression annuelle de l'indice DNSI en Afrique dans le DAI 2025, améliorant ses scores à la fois sur l'adoption des services financiers numériques et sur les indicateurs plus généraux d'utilisation du numérique.

Évolution de l'indice entre 2024 et 2025 : le score DPRI est passé de 46 à 54, tandis que le score DNSI est passé de 44 à 50.

Étude de cas

Afrique du Sud : suppression de la taxe sur les smartphones d'entrée de gamme

Contexte : En Afrique du Sud, les smartphones d'entrée de gamme vendus à moins de 2 500 rands étaient soumis à une taxe d'accise de 9 %. Cette mesure assimilait les smartphones de base à des produits de luxe. Cela augmentait fortement leur prix et limitait l'accès des populations les plus modestes aux services numériques.

Réforme : À compter du 1^{er} avril 2025, le gouvernement sud-africain a supprimé cette taxe sur les smartphones d'entrée de gamme afin de rendre les appareils plus accessibles, notamment pour les primo-utilisateurs.

Résultat : La réaction du marché a été rapide. Les ventes de smartphones d'entrée de gamme ont

fortement progressé, portées par la demande des consommateurs. Dans le même temps, les ventes de téléphones classiques ont diminué, les utilisateurs se tournant davantage vers des smartphones plus modernes. Cette évolution a également accéléré l'adoption de la 4G/5G, faisant progresser le score DNSI du pays relatif au consommateur. Le score DPRI de l'Afrique du Sud s'est également amélioré, reflétant l'impact direct de la réforme fiscale sur l'évaluation du cadre de politique publique.

Évolution de l'indice entre 2024 et 2025 : le score DPRI est passé de 77 à 80, tandis que le score DNSI est passé de 63 à 65.



4.2

Des conditions d'investissement durables pour les infrastructures numériques

» de l'adoption du numérique, en rendant les téléphones et les services mobiles plus abordables pour les utilisateurs. Mais cela ne suffit pas. Le développement du numérique dépend aussi d'un environnement favorable à l'investissement. Un environnement dans lequel les opérateurs et les acteurs de l'écosystème ont la capacité et la volonté d'investir durablement dans

les infrastructures. Entre 2025 et 2030, les opérateurs mobiles africains devraient investir près de 76 milliards de dollars dans leurs réseaux. Ces investissements ne pourront toutefois se concrétiser que si les cadres réglementaires, les coûts d'exploitation et les conditions de concurrence encouragent réellement l'investissement au lieu de le freiner.

L'impact des conditions d'investissement sur le développement du numérique

Le lien entre environnement réglementaire et investissement est direct et mesurable. Les données de GSMA Intelligence montrent que les marchés dotés d'un cadre politique et réglementaire plus favorable (reflété par des scores DPR1 plus élevés) attirent plus d'investissements de la part des opérateurs. Ils affichent aussi de meilleurs niveaux de qualité de réseau et une adoption plus rapide du numérique. Cela s'explique simplement : les opérateurs investissent là où la rentabilité est prévisible, où les coûts sont maîtrisés et où les risques de changement réglementaire défavorable sont limités. À l'inverse, lorsque ces conditions ne sont pas réunies, les investissements se concentrent sur les zones urbaines les plus rentables, ce qui accentue les écarts de couverture et de qualité entre villes et zones rurales et alimente le déficit d'utilisation malgré l'extension des réseaux.

Le coût global et le niveau de risque d'un investissement dépendent de plusieurs facteurs : la facilité d'obtention des droits de passage (RoW) pour déployer les infrastructures passives, les règles de partage d'infrastructures, la stabilité et la cohérence des décisions réglementaires, ainsi que le niveau et la prévisibilité des coûts de licence et des redevances spécifiques au secteur. Lorsque ces éléments se combinent pour créer un environnement à la fois coûteux et risqué, les opérateurs réduisent logiquement leurs investissements, avec des conséquences directes sur le développement de l'économie numérique.

Prévisibilité réglementaire et efficacité institutionnelle

Une réglementation prévisible est l'un des principaux catalyseurs de l'investissement. Cela suppose des règles appliquées de manière cohérente, des décisions transparentes et des délais fiables pour l'obtention des licences et autorisations. Les opérateurs investissent sur des horizons longs, souvent entre 5 à 10 ans. Ils ne peuvent le faire sereinement si les règles changent de manière imprévisible, si les conditions de licence sont interprétées différemment selon les cas, ou si les procédures manquent de clarté. Sur les marchés où les régulateurs et les opérateurs entretiennent un

dialogue structuré, dans le cadre de consultations formelles, d'organes consultatifs sectoriels et d'une collaboration régulière sur l'élaboration des politiques publiques, les résultats sont généralement meilleurs pour tous. Les opérateurs peuvent ainsi mieux anticiper l'évolution du cadre réglementaire et adapter leurs plans d'investissement en conséquence. De leur côté, les régulateurs, en comprenant mieux les réalités économiques et opérationnelles du secteur, peuvent concevoir des règles plus efficaces, qui atteignent leurs objectifs sans freiner inutilement l'investissement

Partage d'infrastructures et droits de passage

Le coût de construction des infrastructures mobiles (tours, liaisons en fibre optique, centres de données, raccordement électrique, etc.) est le principal frein au déploiement des réseaux dans les zones mal desservies. Les accords de partage d'infrastructures, qui permettent aux opérateurs de mutualiser des infrastructures passives (tours, mâts, conduits et systèmes d'alimentation électrique) et, le cas échéant, des infrastructures actives (antennes et spectre) réduisent considérablement le coût de couverture par site. Ils permettent ainsi d'assurer la viabilité économique des réseaux dans des zones qu'il serait difficile de couvrir autrement.

En mars 2025, MTN Group et Airtel Africa ont signé des accords de partage d'infrastructures en Ouganda et au Nigeria, qui portent notamment sur les réseaux radio et la fibre optique. Les deux groupes envisagent aussi d'étendre cette coopération à la République du Congo, au Rwanda et à la Zambie. Grâce à cet accord, ils peuvent réduire leurs coûts tout en améliorant la couverture, surtout dans les zones rurales où il ne serait pas économiquement viable de construire deux réseaux séparés. Les deux opérateurs restent toutefois des concurrents indépendants sur le marché, car l'accord de partage porte sur les infrastructures et non sur la stratégie de marché. Cet exemple montre qu'en Afrique, les acteurs du secteur reconnaissent de plus en plus que les modèles d'infrastructures partagées sont indispensables pour étendre la couverture réseau au-delà de ce que chaque opérateur pourrait financer seul de manière rentable.

Les droits de passage (c'est-à-dire les autorisations et frais liés à l'installation de câbles ou d'équipements sur le domaine public) représentent également un obstacle important. Il est possible d'améliorer directement la viabilité des réseaux dans les zones mal desservies en coordonnant les procédures d'autorisation au niveau national, régional et local, en réduisant les délais et en communiquant clairement les barèmes de redevances.

Au Nigeria, les redevances d'occupation du domaine public, perçues par les gouvernements des États auprès des opérateurs pour la pose de câbles à fibre optique le long des voies publiques, constituent depuis longtemps l'un des principaux obstacles au déploiement du haut débit. En octobre 2025, onze États avaient totalement supprimé ces redevances, tandis que dix-sept autres avaient plafonné leur montant au taux fixé par le Forum des gouverneurs du Nigeria. La Commission nigériane des communications (NCC) a établi un lien direct entre ces réformes et les résultats en matière d'investissement : les opérateurs de télécommunications se sont engagés à investir plus d'un milliard de dollars supplémentaires dans le déploiement du haut débit, en réponse directe à la suppression des redevances et aux mesures d'accompagnement de la NCC, notamment une révision des droits de douane approuvée plus tôt en 2025. Pour renforcer cette dynamique, la NCC a lancé deux outils de responsabilisation en octobre 2025 : le portail « Ease of Doing Business », une plateforme unique pour les autorisations au niveau des États, ainsi que l'indice de connectivité numérique du Nigeria, un tableau de bord qui évalue, État par État, le niveau de préparation au numérique et le respect des règles liées aux droits de passage. Le cas du Nigeria illustre les deux volets de l'équation des conditions d'investissement : lorsque les barrières réglementaires s'effacent, les capitaux privés arrivent.

Concurrence et équilibre dans la chaîne de valeur numérique

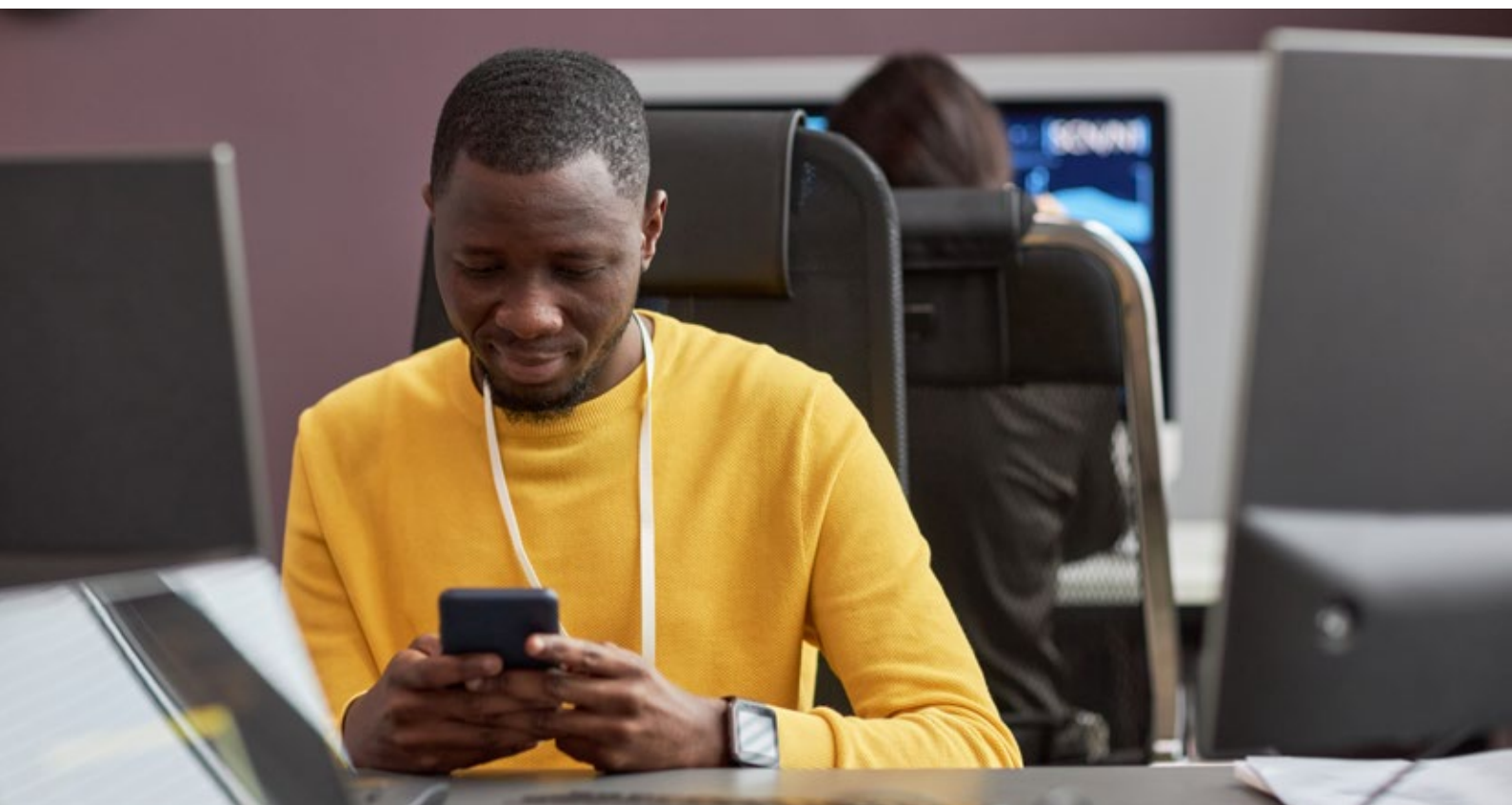
L'investissement durable dans les infrastructures numériques est également favorisé par des conditions de concurrence équitables dans l'ensemble de la chaîne de valeur numérique. Sachant que les services fournis par les plateformes technologiques mondiales, les fournisseurs de contenu et les développeurs d'applications reposent de plus en plus sur les réseaux mobiles, les enjeux liés au partage de la valeur entre opérateurs de réseaux et fournisseurs de services prennent une importance croissante sur le plan économique et réglementaire. Les opérateurs qui investissent dans les infrastructures de réseau ont besoin de s'appuyer sur un cadre réglementaire garantissant un environnement commercial équitable, dans lequel leur retour sur investissement n'est pas pénalisé par des conditions de marché asymétriques ou un traitement réglementaire défavorable.

Cela ne signifie pas qu'un modèle réglementaire précis doit être imposé. L'idée est plutôt que les politiques publiques doivent prendre en compte l'économie de l'ensemble de la chaîne de valeur numérique, et pas seulement la dimension de l'accessibilité financière pour l'utilisateur final. Lorsque les opérateurs subissent à la fois une baisse des revenus liés à la connectivité (en raison de la dynamique du marché) et des charges réglementaires importantes, il leur devient difficile d'assurer la viabilité commerciale des investissements réseau sur les marchés à faibles revenus ou faible population. Sur le long terme, les cadres réglementaires qui parviennent à concilier l'accessibilité des services pour les utilisateurs et la rentabilité des investissements pour les opérateurs produisent de meilleurs résultats pour le développement numérique que ceux qui privilégient un seul de ces objectifs.

Des investissements viables en faveur de l'intérêt général

La contribution du secteur de la téléphonie mobile aux finances publiques africaines, estimée à 45 milliards de dollars en 2025, soit environ 11 % des recettes fiscales totales de la région, met en évidence à la fois son poids économique et sa sensibilité à l'évolution du cadre politique et réglementaire. Une telle contribution n'est possible que dans la mesure où le secteur continue d'investir dans les réseaux et les services

qui soutiennent la création d'activités économiques. Dans ce contexte, les cadres fiscaux et réglementaires favorables à la capacité d'investissement du secteur ne doivent pas être perçus comme une concession à des intérêts privés, mais plutôt comme une condition nécessaire à la poursuite du développement des infrastructures numériques, au bénéfice des États comme des citoyens.



4.3

La politique du spectre pour stimuler le développement du numérique

Les décisions prises aujourd'hui en matière de spectre influenceront la prochaine phase du développement numérique de l'Afrique et auront des effets durables sur l'ensemble de la société. L'expansion de la connectivité numérique à travers le continent repose sur un accès continu et fiable au spectre mobile. Une gestion efficace de cette ressource exige par conséquent des

politiques prospectives, capables à la fois de renforcer la capacité des réseaux dans les zones urbaines et d'étendre la couverture dans les zones rurales. Alors que les gouvernements du continent encadrent la prochaine vague de développement des réseaux, une planification rigoureuse du spectre sera essentielle pour soutenir les ambitions numériques de chaque pays.

Feuilles de route pour le spectre

Une feuille de route pour le spectre peut aider les pays à répondre à la demande croissante de services mobiles en anticipant les tendances futures et en identifiant les attributions prévues. Pour les opérateurs mobiles, les feuilles de route encouragent l'investissement d'autant qu'elles offrent une plus grande certitude, sur la base des futures attributions du gouvernement, des plans de renouvellement et de la gestion du spectre radioélectrique.

Une feuille de route du spectre devrait répondre aux objectifs suivants :

- Identifier les opportunités émergentes et les défis à venir en matière de gestion du spectre (notamment les capacités nécessaires pour l'avenir) sur un horizon de trois à cinq ans ;

Tarification du spectre

Une tarification appropriée du spectre peut accélérer le déploiement de services mobiles de meilleure qualité. L'attribution d'une bande passante suffisante à des prix qui encouragent l'investissement est fortement corrélée à une couverture plus large de la population, à des vitesses de téléchargement plus élevées et à un meilleur taux d'adoption des services. L'objectif principal des pouvoirs publics devrait être de maximiser les retombées économiques à long terme, en garantissant que les consommateurs comme les acteurs du secteur soient en mesure de tirer pleinement parti des ressources spectrales pour améliorer la productivité nationale.

Il existe plusieurs bonnes pratiques en matière de tarification du spectre :

- La tarification du spectre doit favoriser une utilisation optimale des fréquences dans l'intérêt général. Des redevances peu élevées permettent de libérer des ressources financières pour l'investissement et contribuent à améliorer la qualité et la portée des services mobiles à haut débit.

- Déterminer les grandes tendances technologiques à venir et évaluer leur impact sur la politique et la planification du spectre ;
- Élaborer des programmes de gestion du spectre pour relever les défis et maximiser les opportunités ;
- Prévoir un mécanisme de révision régulière de la feuille de route. Une mise à jour annuelle est recommandée.

- Les autorités de régulation sont invitées à fixer avec prudence les prix de réserve lors des enchères, afin de laisser le jeu de la concurrence établir un prix juste, tout en réduisant le risque que certaines bandes de fréquences ne trouvent pas preneur.
- Les frais de renouvellement des licences devraient se limiter à la couverture des coûts administratifs, et les licences devraient être accordées avec une présomption de renouvellement.
- Les coûts liés aux conditions ou obligations attachées aux licences devraient être déduits des redevances d'utilisation du spectre.
- Il est également possible d'envisager des tarifs préférentiels pour le spectre, en contrepartie d'engagements d'investissement visant à améliorer la couverture et la qualité du service.



Neutralité technologique

La neutralité technologique des licences est reconnue au niveau international comme une bonne pratique pour l'attribution de fréquences aux opérateurs mobiles. Elle permet à ces derniers de réaffecter des bandes de fréquence utilisées pour des technologies anciennes vers des technologies plus récentes.

Cette reconversion des bandes de fréquences attribuées aux opérateurs mobiles peut s'effectuer sans interruption de services pour les utilisateurs

Politiques de développement urbain

Avec la croissance rapide des centres économiques africains, les villes ont besoin de davantage de spectre pour répondre à la demande des consommateurs et des entreprises. Le spectre en bande moyenne joue un rôle essentiel pour absorber cette demande de capacité, soutenir la numérisation des activités industrielles et permettre l'accès à des services fortement utilisateurs de données, notamment l'IA et le streaming.

Pour répondre aux besoins futurs, les décideurs doivent définir une feuille de route claire pour l'attribution du spectre en bande moyenne. Des bandes comme celle des 3,5 GHz sont particulièrement importantes pour le développement de la 5G, car elles offrent la capacité nécessaire dans les zones urbaines denses. À court terme, les opérateurs devraient disposer d'environ 100 MHz continus dans cette bande pour garantir un déploiement efficace de la 5G. À plus long terme, entre 2035 et 2040. Les analyses de la GSMA estiment que

existants. La mise en œuvre de licences de spectre neutres sur le plan technologique optimise l'efficacité spectrale et permet aux utilisateurs de bénéficier d'un déploiement plus rapide de la 4G et de la 5G. Elle contribue ainsi à améliorer la couverture mobile à haut débit et à accroître les débits de données, en offrant aux opérateurs la flexibilité nécessaire pour mettre à niveau leurs technologies selon un calendrier adapté aux besoins du marché.

L'Afrique subsaharienne aura besoin en moyenne de 1,4 à 2 GHz de spectre en bande moyenne, avec des besoins encore plus élevés dans les centres urbains fortement consommateurs de données. L'adoption de la 5G dans la région devrait continuer à s'accélérer dans les prochaines années, se poursuivant jusque dans les années 2030.

La bande des 6 GHz représente également une ressource stratégique pour l'évolution des réseaux mobiles. Déjà largement harmonisée pour les usages mobiles, elle permet d'augmenter durablement la capacité des réseaux en s'appuyant sur les sites macro-cellulaires existants, notamment dans les zones urbaines où les infrastructures sont déjà fortement sollicitées. À plus long terme, les pays qui souhaiteront évoluer vers la 6G auront besoin de canaux de 200 à 400 MHz par opérateur, et la bande des 6 GHz est l'une des rares capables de répondre à ces besoins.

Politiques en faveur du développement rural

L'amélioration de la couverture mobile en Afrique peut contribuer à réduire les inégalités entre les zones urbaines et rurales et favoriser le développement socio-économique de l'ensemble du continent. Une politique adaptée du spectre peut réduire à la fois les déficits de couverture et d'utilisation, permettant ainsi à davantage de personnes d'accéder à des services essentiels comme les services financiers mobiles, la télémédecine ou l'apprentissage en ligne.

Pour que le spectre joue pleinement son rôle dans le développement de la connectivité rurale, des progrès sont nécessaires dans trois domaines de politiques publiques étroitement liés :

- **Spectre en bande basse** : Les utilisateurs des zones rurales passent environ deux fois plus de temps connectés aux bandes basses que les utilisateurs urbains. Faute de spectre suffisant dans ces bandes, les pays africains auront davantage de difficulté à réduire la fracture numérique, et les populations rurales risquent de rester exclues des technologies numériques les plus récentes. Les pays qui attribuent davantage de spectre mobile dans les bandes inférieures à 1 GHz en retirent des bénéfices importants. Par exemple, 50 MHz de spectre supplémentaire en bande inférieure sont associés à une augmentation de 7 points de la couverture 4G et de 11 points de la couverture 5G⁵. Dans la plupart des pays, les principales bandes basses actuellement utilisées pour la 5G se situent dans les bandes 600 et 700 MHz. En Afrique, la bande 470–694 MHz pourrait offrir de nouvelles possibilités d'extension abordable de la couverture en faveur de l'ensemble des communautés. À mesure que les réseaux se développeront sur les bandes moyennes, une capacité complémentaire en bandes basses sera nécessaire pour étendre la couverture en milieu rural, améliorer la qualité du signal en intérieur et renforcer l'inclusion numérique.
- **Passage au numérique** : L'Afrique a réalisé d'importants progrès dans la transition de la télévision analogique vers la télévision numérique, même si plusieurs pays doivent encore finaliser ce processus. Ce passage au numérique (DSO) permet d'utiliser le spectre de manière plus efficace grâce à la télévision numérique terrestre, libérant ainsi des fréquences pour les services mobiles. Les avancées déjà réalisées ont permis à plusieurs pays africains de développer les bandes 700 et 800 MHz. Toutefois, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour garantir une connectivité suffisante dans les zones rurales, notamment à travers l'utilisation future de la bande 600 MHz.
- **Promotion du D2D** : La connectivité satellite « direct-to-device » (D2D) permet à des téléphones mobiles classiques de se connecter directement aux satellites. Cette technologie peut compléter la couverture mobile existante et offrir un accès à la connectivité dans les zones situées hors de portée des réseaux terrestres, pour les utilisateurs disposant d'un appareil compatible et d'un abonnement adapté. Elle peut aussi améliorer la résilience des communications lors de situations d'urgence ou de pannes de réseau. Cependant, en raison de la faible puissance du signal satellite et de ses capacités limitées, le D2D ne peut pas fournir une connectivité importante dans les zones urbaines denses. Son usage sera donc principalement adapté aux régions rurales à faible densité de population, tandis que les réseaux mobiles terrestres en bande basse resteront la solution la plus efficace dans les zones plus densément peuplées.

CMR-27 : Le spectre mobile pour l'avenir de l'Afrique

La Conférence mondiale des radiocommunications de 2027 (CMR-27) représente une occasion unique pour l'Afrique d'influer sur l'évolution future de la connectivité mobile.

Elle pourrait notamment permettre d'harmoniser l'usage de la bande inférieure des ultra-hautes fréquences (UHF : 470–694 MHz) pour les services mobiles, dans le cadre notamment de l'élargissement du nombre de pays signataires de la note de bas de page relative aux Télécommunications mobiles internationales (IMT) et de l'inscription d'un nouveau point à l'ordre du jour de

la CMR-31 concernant les pays africains et d'autres régions du monde. Les bandes moyennes figurent également parmi les enjeux prioritaires, en particulier les bandes 4,5 et 7 GHz qui pourraient contribuer à répondre aux besoins croissants de capacité dans les zones urbaines du continent.

Les États africains peuvent ainsi tirer parti de la prochaine CMR pour promouvoir leurs ambitions numériques et veiller à ce que des ressources spectrales suffisantes soient disponibles pour la croissance future de l'Afrique.

5. [Spectrum and rural connectivity](#), GSMA, 2025

GSMA Head Office
1 Angel Lane
London
EC4R 3AB
United Kingdom

